



Assemblée générale

Distr. générale
10 décembre 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-septième session

Point 110 de l'ordre du jour

Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Haile Selassie **Getachew** (Éthiopie)

I. Introduction

1. À sa 19^e séance plénière, le 20 septembre 2002, sur la recommandation du Bureau, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante-septième session et de renvoyer à la Cinquième Commission la question intitulée :

« Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes :

- a) Organisation des Nations Unies;
- b) Programme des Nations Unies pour le développement;
- c) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- d) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
- e) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
- f) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
- g) Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
- h) Fonds des Nations Unies pour la population;
- i) Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains;
- j) Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues;



k) Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets;

l) Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991;

m) Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994. »

2. La Commission a examiné la question de sa 9e à sa 11e séance et à sa 15e séance, du 16 au 18 et le 24 octobre 2002. Les déclarations et observations faites au cours de ses débats sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.5/57/SR.9 à 11 et 15).

3. Pour son examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

a) Rapports financiers et états financiers vérifiés pour l'exercice clos le 31 décembre 2001 et rapports du Comité des commissaires aux comptes : Organisation des Nations Unies¹, Centre du commerce international CNUCED/OMC², Université des Nations Unies³, Programme des Nations Unies pour le développement⁴, Fonds des Nations Unies pour l'enfance⁵, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient⁶, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche⁷, contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés⁸, Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement⁹, Fonds des Nations Unies pour la population¹⁰, Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains¹¹, Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues¹², Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets¹³, Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994¹⁴ et Tribunal pénal international

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément No 5* (A/57/5), vol. I et Corr.1 (A/57/5/Corr.1).

² Ibid., vol. III et rectificatif (A/57/5/Corr.2).

³ Ibid., vol. IV et rectificatif (A/57/5/Corr.3).

⁴ Ibid., *Supplément No 5A* et rectificatif (A/57/5/Add.1 et Corr.1).

⁵ Ibid., *Supplément No 5B* et rectificatif (A/57/5/Add.2 et Corr.1).

⁶ Ibid., *Supplément No 5C* et rectificatif (A/57/5/Add.3 et Corr.1).

⁷ Ibid., *Supplément No 5D* et rectificatif (A/57/5/Add.4 et Corr.1).

⁸ Ibid., *Supplément No 5E* et rectificatif (A/57/5/Add.5 et Corr.1).

⁹ Ibid., *Supplément No 5F* et rectificatif (A/57/5/Add.6 et Corr.1).

¹⁰ Ibid., *Supplément No 5G* et rectificatif (A/57/5/Add.7 et Corr.1).

¹¹ Ibid., *Supplément No 5H* et rectificatif (A/57/5/Add.8 et Corr.1).

¹² Ibid., *Supplément No 5I* et rectificatif (A/57/5/Add.9 et Corr.1).

¹³ Ibid., *Supplément No 5J* et rectificatifs (A/57/5/Add.10 et Corr.1 et 2).

¹⁴ Ibid., *Supplément No 5K* et rectificatifs (A/57/5/Add.11 et Corr.1 et 2).

chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991¹⁵;

b) Note du Secrétaire général transmettant le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports du Comité des commissaires aux comptes que l'Assemblée générale doit examiner à sa cinquante-septième session (A/57/201);

c) Premier rapport du Secrétaire général relatif à la suite donnée par l'Organisation des Nations Unies aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001 (A/57/416);

d) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/57/439).

4. À la 9e séance, le 16 octobre, le vérificateur général des comptes de l'Afrique du Sud et Président du Comité des commissaires aux comptes a présenté les rapports du Comité (A/C.5/57/SR.9).

II. Examen du projet de résolution A/C.5/57/L.9

5. À sa 15e séance, le 24 octobre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes » (A/C.5/57/L.9), qui avait fait l'objet de consultations officielles coordonnées par le représentant de l'Égypte au nom du Président.

6. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/57/L.9 sans le mettre aux voix (voir par. 7).

III. Recommandation de la Cinquième Commission

7. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions 50/222 du 11 avril 1996, 51/218 E du 17 juin 1997, 52/212 B du 31 mars 1998 et 53/204 du 18 décembre 1998, la section VIII de sa résolution 53/221 du 7 avril 1999 et ses résolutions 54/13 B du 23 décembre 1999 et 55/220 du 23 décembre 2000,

Ayant examiné, pour l'exercice clos le 31 décembre 2001, les rapports financiers et les états financiers vérifiés, et les rapports du Comité des commissaires aux comptes, relatifs à l'Organisation des Nations Unies¹⁶ du Centre du commerce

¹⁵ Ibid., *Supplément No 5L* et rectificatif (A/57/5/Add.5 et Corr.1).

¹⁶ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément No 5* (A/57/5), vol. I et rectificatif (A/57/5/Corr.1).

international/CNUCED/OMC¹⁷, de l'Université des Nations Unies¹⁸, du Programme des Nations Unies pour le développement¹⁹, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance²⁰, de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient²¹, de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche²², des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés²³, du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement²⁴, du Fonds des Nations Unies pour la population²⁵, de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains²⁶, du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues²⁷, du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets²⁸, du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994²⁹, du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991³⁰, le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports du Comité des commissaires aux comptes sur la vérification des comptes³¹, le premier rapport du Secrétaire général relatif à la suite donnée par l'Organisation des Nations Unies aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes³² et le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires³³,

1. *Accepte* les rapports financiers et les états financiers vérifiés des organismes susmentionnés, ainsi que les rapports et opinions du Comité des commissaires aux comptes les concernant;

2. *Approuve* les recommandations et conclusions figurant dans les rapports du Comité des commissaires aux comptes et fait siennes les observations et recommandations contenues dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires³³;

3. *Félicite* le Comité des commissaires aux comptes de la qualité de ses rapports, en particulier de ses observations sur la gestion des ressources;

¹⁷ Ibid., vol. III et rectificatif (A/57/5/Corr.2).

¹⁸ Ibid., vol. IV et rectificatif (A/57/5/Corr.3).

¹⁹ Ibid., *Supplément No 5A* et rectificatif (A/57/5/Add.1 et Corr.1).

²⁰ Ibid., *Supplément No 5B* et rectificatif (A/57/5/Add.2 et Corr.1).

²¹ Ibid., *Supplément No 5C* et rectificatif (A/57/5/Add.3 et Corr.1).

²² Ibid., *Supplément No 5D* et rectificatif (A/57/5/Add.4 et Corr.1).

²³ Ibid., *Supplément No 5E* et rectificatif (A/57/5/Add.5 et Corr.1).

²⁴ Ibid., *Supplément No 5F* et rectificatif (A/57/5/Add.6 et Corr.1).

²⁵ Ibid., *Supplément No 5G* et rectificatif (A/57/5/Add.7 et Corr.1).

²⁶ Ibid., *Supplément No 5H* et rectificatif (A/57/5/Add.8 et Corr.1).

²⁷ Ibid., *Supplément No 5I* et rectificatif (A/57/5/Add.9 et Corr.1).

²⁸ Ibid., *Supplément No 5J* et rectificatifs (A/57/5/Add.10 et Corr.1 et 2).

²⁹ Ibid., *Supplément No 5K* et rectificatifs (A/57/5/Add.11 et Corr.1 et 2).

³⁰ Ibid., *Supplément No 5L* (A/57/5/Add.12 et Corr.1).

³¹ Voir A/57/201.

³² A/57/416.

³³ A/57/439.

4. *Note avec préoccupation* la publication tardive des rapports du Comité des commissaires aux comptes et les explications données à ce sujet par le Président du Comité et prie le Secrétaire général de veiller à ce qu'un rang de priorité suffisamment élevé soit accordé à l'édition et à la traduction de ces documents pour qu'il puisse les lui présenter conformément à la règle des six semaines;

5. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes³²;

6. *Prie* le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des fonds et programmes des Nations Unies d'examiner les structures de gestion, les principes et la reddition de comptes dans tout le système des Nations Unies et de formuler des propositions concernant la présentation future des rapports du Comité des commissaires aux comptes et leur examen par les conseils d'administration concernés et l'Assemblée générale;

7. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que les observations et recommandations du Comité des commissaires aux comptes soient pleinement prises en considération dans la révision de la stratégie de l'Organisation en matière d'informatique et de télématique qu'elle a demandée dans sa résolution 56/239 du 24 décembre 2001, avant qu'elle ne réexamine ladite stratégie;

8. *Invite* le Secrétaire général, en consultation avec le Comité des commissaires aux comptes, à s'assurer, lors de l'examen des moyens dont a besoin le Comité pour procéder à de futurs audits spécialisés, que le montant des ressources allouées aux vérifications est suffisant, à appliquer les dispositions de la présente résolution et à présenter des recommandations appropriées dans le contexte du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005;

9. *Décide* de continuer d'examiner les rapports du Comité des commissaires aux comptes sur le Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994²⁹ et le Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991³⁰ au titre des points de l'ordre du jour relatifs au financement des Tribunaux internationaux.